

Harcèlement moral : quatre à six mois de prison avec sursis requis contre un proviseur (tribunal correctionnel de Dijon)

Quatre à six mois d'emprisonnement assortis du sursis : c'est ce que réclame jeudi 6 janvier 2011 le vice-procureur de la République, Edwige Roux-Morizot, à l'encontre de l'ancien proviseur du lycée Jean-Mermoz à Saint-Louis (Haut-Rhin), l'un des établissements les plus importants de l'Académie de Strasbourg, avec 2 100 élèves. L'homme, âgé de 58 ans, est poursuivi par une secrétaire d'administration aujourd'hui à la retraite. L'employée a porté plainte le 2 février 2007, appuyant les faits des notes qu'elle a tenues dans son agenda pendant plusieurs mois. Elle y recense l'ensemble des incidents dont « le point culminant », selon ses termes, est atteint le 29 août 2006. Au cours d'une altercation son travail est mis en cause après qu'un bug informatique, sur un nouveau logiciel, a effacé des éléments de saisie opérés par le service dont elle a la responsabilité. À ce propos, les témoins parlent des « hurlements » du proviseur, que ce dernier ne nie pas, contrairement aux autres épisodes violents évoqués par l'employée. Il comparait à la barre du tribunal correctionnel de Dijon. L'affaire, examinée une première fois par le tribunal administratif (qui a exclu le harcèlement moral), a été « délocalisée » en pénal hors d'une juridiction où l'épouse du proviseur est aujourd'hui magistrat. Elle est mise en délibéré pour une décision attendue le 17 février.

L'instruction révèle le « caractère soupe au lait » du proviseur, ainsi qu'il se qualifie lui-même. Que ce soit au lycée Cuvier à Besançon (Doubs) ou au lycée Schwendi à Ingersheim (Haut-Rhin), les témoins évoquent les mêmes cris, voire les hurlements, d'un homme qui apparaît « peu diplomate », voire prompt à « l'humiliation », y compris en public. « C'est troublant, note le président, Christophe Aubertin : de nombreux témoins disent la même chose et ces témoins se trouvent dans trois établissements différents. »

MAL ÊTRE OU HARCÈLEMENT?

« La mission d'un chef d'établissement justifie le pouvoir de contrôle et le pouvoir disciplinaire, indique de son côté Edwige Roux-Morizot. Mais l'abus qu'on peut en faire, qui constitue une violence psychologique, est anormal. (...) Or, dans les différents lycées où nous sommes allés, le caractère autocrate et despote de M. Y, qui dépassait toujours les limites, ressort. Mais de quel droit un fonctionnaire peut-il infantiliser les gens de cette façon ? (...) L'Éducation nationale l'a nommé pour qu'il ait un minimum d'humanité avec l'autre. »

Pour autant, cette affaire relève-t-elle du harcèlement moral ? C'est la question qu'a posée Anne Geslain, l'avocate du proviseur, en invitant le tribunal à s'interroger sur ce qui qualifie ce délit. « Mme X, dit-elle en parlant de la plaignante, dit avoir connu les premiers signes de mal être et de stress en mai 2006 quand est arrivé le nouveau matériel informatique. (...) Le seul arsenal dont dispose le salarié, en France, pour qualifier son mal être, c'est le harcèlement moral. C'est injuste. »

Harcèlement ou mal être : « Les deux peuvent entraîner, ainsi que l'a vécu Mme X, un état dépressif ». L'avocate détaille par ailleurs les caractéristiques du harcèlement moral, « sournois », « caché », lié surtout à « l'intention de nuire à une personne en particulier ». « Dans ce cas, Mme X n'a pas eu de traitement de faveur, tout le monde était logé à la même enseigne ». « On ne peut pas condamner un type de caractère », ajoute-t-elle, contredisant la position du vice-procureur qui, de son côté, en appelle à sanctionner pénalement « le ton » employé par le proviseur.